

Donald Trump p de plus en plus isolé dans la crise des enfants séparés

Etats-Unis Deux tiers des Américains désapprouvent sa politique de tolérance zéro sur l'immigration.

Les voix ne cessent de s'élever, en Amérique et à l'étranger, contre la politique de tolérance zéro qui, sur la frontière avec le Mexique, a conduit l'Administration Trump à séparer les enfants de leurs parents accusés d'être entrés illégalement aux Etats-Unis. Plusieurs sondages révélaient mardi que deux tiers des Américains désapprouvent cette politique qui, cependant, a le soutien d'une courte majorité de Républicains.

Des vidéos montrant des enfants confinés dans des espaces grillagés qui font plus penser à un chenil qu'à un foyer, une bande sonore où l'on entend des enfants appeler leurs parents en pleurant (ils auraient entre quatre et dix ans), tandis qu'un garde-frontière ironise en parlant d'un "orchestre auquel il ne manque que le chef", des photos exprimant une détresse qu'on ne parvient pas à associer au pays qui prétend défendre les droits de l'homme partout dans le monde... L'Amérique présente ces jours-ci un visage qui choque – et qui choque d'abord les Américains.

"Mineurs non accompagnés"

A l'exemple de cinq épouses de Présidents (Rosalynn Carter, Hillary Clinton, Laura Bush, Michelle Obama et Melania Trump), des personnalités aussi bien républicaines que démocrates appellent la Maison-Blanche et le Congrès à mettre fin à une politique qui a d'ores et déjà suscité une condamnation sans appel des instances compétentes de l'Onu: l'Unicef et le Haut commissariat aux réfugiés. Cette politi-

que résulte, rappelons-le, de la décision de poursuivre désormais systématiquement en justice ceux qui franchissent illégalement la frontière. Une fois les adultes arrêtés et placés dans des centres de détention, les enfants interceptés avec eux sont considérés comme... des mineurs non accompagnés et dirigés vers d'autres centres de détention.

Cette tolérance zéro a des conséquences d'autant plus dramatiques que le personnel chargé de l'appliquer n'a reçu aucune instruction sur la manière de maintenir le contact entre enfants et parents séparés, ni même d'assurer le suivi de leurs parcours respectifs. Personne ne sait davan-

"La politique de séparation des familles est contraire aux principes et aux valeurs sur lesquels notre nation a été fondée."

John McCain
Sénateur républicain
de l'Arizona.

tage quand et comment les familles ainsi disloquées pourront être réunies.

Le souvenir des déportations

L'impact psychologique d'un traitement aussi brutal est dénoncé par les experts. Dans un pays qui a accueilli un très grand nombre de rescapés de la Shoah, les témoignages se multiplient dans les médias sur le traumatisme à long terme que peut causer ce genre de séparation. La comparaison est inévitablement faite avec les rafles de l'époque nazie, quand les bourreaux d'Auschwitz et d'ailleurs séparaient parents et enfants à la descente des trains.

L'Administration présidentielle a tenté d'expliquer que la tolérance zéro ne s'appliquait qu'aux clandestins stricto sensu, et pas à ceux qui font une demande d'asile en entrant aux Etats-Unis par un poste frontière. La précision n'a pas rassuré grand-monde (à plus forte raison que des témoignages la contredisent) et a paru révéler surtout l'embarras de la Maison-Blanche face au tollé déclenché par sa soudaine radicalisation sur le dossier de l'immigration.

Un fusible prêt à sauter

La responsable en titre, la secrétaire à la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen, se trouve dans une situation particulièrement délicate puisqu'elle doit mener une politique à laquelle, dit-on, elle serait foncièrement hostile. Sa position est rendue plus fragile par la perte d'influence de son protecteur, le secrétaire général de la Maison-Blanche John Kelly, en froid de plus en plus glacial avec Donald Trump.

De là à penser qu'elle pourrait endosser la responsabilité du fiasco à la place du Président, il n'y a qu'un pas. Le dénouement pourrait venir, en effet, de la négociation d'une loi destinée à renforcer la surveillance aux frontières et à... financer, au moins très partiellement, la construction du mur si cher à Donald Trump.

Majoritaires à la Chambre et au Sénat, les Républicains pourraient être tentés de la voter au plus vite, avant les législatives de novembre qui sont susceptibles de raboter leurs rangs. Il faut, toutefois, qu'ils parviennent à trouver un con-

sensus sur une thématique qui les divise depuis plusieurs décennies, les partisans d'une immigration contrôlée profitable à l'économie s'opposant aux tenants d'un reflux inconditionnel des migrants.

Philippe Paquet